

Le coût humain du changement climatique

Climat, impact humain et pauvreté

« Nous sommes allés nous coucher la veille, et à notre réveil, l'eau avait tout envahi. La seule chose que nous soyons parvenus à sauver est le toit de la maison. »

Magdalena Mansilla, agricultrice de 51 ans à Lambayong, Sultan Kudarat, dans le sud des Philippines. Les inondations ont balayé sa maison à deux reprises en quatre ans, en 2004 puis en 2008

Le changement climatique est une réalité et ses effets sont déjà visibles. Les prévisions scientifiques sont sans cesse révisées, avec des perspectives de plus en plus sombres. Mais l'expérience d'Oxfam dans près de 100 pays dresse un constat sans appel : des centaines de millions de personnes souffrent d'ores et déjà des conséquences désastreuses du changement rapide du climat, réduisant à néant leurs efforts pour échapper à la pauvreté. Ce rapport relate l'histoire de ces « victimes ».

Pour raconter cette histoire, nous avons combiné les voix de deux communautés : d'une part les scientifiques étudiant l'impact du changement climatique, et d'autre part les personnes qui en subissent actuellement les conséquences. En mars 2009, 2 500 scientifiques de renom se sont réunis à Copenhague pour présenter les résultats des dernières recherches dans tous les domaines du changement climatique. Ce rapport s'appuie sur leur travail et, dans la mesure du possible, sur les dernières connaissances en la matière, en parallèle des témoignages directs issus du travail d'Oxfam avec les populations vulnérables.

Une vie derrière chaque statistique

« La Nature va très mal, les hommes l'ont offensée. Le printemps arrive deux à trois semaines plus tôt qu'auparavant. Il est devenu rigoureux ; il pleut ou il neige sans cesse. Le premier dégel se produit fin avril. Et les premières pluies arrivent en mai ; ça n'a jamais été comme ça avant. »

Gregory Rykhtyn, Ville de Vankarem, Sibérie

« Le niveau des mers augmente, et plus vite que prévu. Nous devons appréhender ce risque avec honnêteté, plutôt que de chercher à le minimiser. »

Prof. Stefan Rahmstorf, Potsdam Institute for Climate Impact Research, mars 2009

En 2009, année de « sommets sur le climat » pour les scientifiques, les entreprises et les gouvernements, il n'y a pas eu de « sommet populaire » officiel. La réalité de la vie dans le contexte du changement climatique fait cruellement défaut au grand débat. Aucune cour de justice ne rendrait son verdict en ayant seulement écouté l'énoncé des preuves, sans entendre la victime. Dans ce rapport, Oxfam raconte l'histoire des personnes touchées afin d'essayer modestement de contribuer à réduire le fossé entre science et politique. Il y a des hommes et des femmes derrière chaque statistique :

- un rapport estime que 26 millions de personnes ont déjà été déplacées à cause du changement climatique.
- 375 millions de personnes pourraient être touchées par des catastrophes climatiques d'ici 2015.
- 200 millions de personnes pourraient être contraintes à l'exil chaque année d'ici 2050 en raison de la faim, de la dégradation de l'environnement et de la perte de terres.
- Plusieurs grandes villes dont l'alimentation en eau dépend de chaînes montagneuses sont au bord de l'effondrement.

Une nouvelle étude d'Oxfam appelée « What Happened to the Seasons? » (Qu'est-il arrivé aux saisons ?), dont les conclusions sont incluses dans ce rapport, cite des agriculteurs du monde entier, faisant état de saisons qui semblent se « contracter », soit plus chaudes et sèches, soit plus chaudes et humides. La séparation nette entre les saisons, expliquent-ils, tend à disparaître. Ils ne savent plus quel est le meilleur moment pour labourer, semer et récolter.

Le changement climatique est alors aussi réel qu'une lettre de licenciement ou un avis de saisie, un repas de moins par jour, ou la peur d'un parent pour la sécurité d'un enfant. Les histoires de ces hommes et de ces femmes nous permettent de prendre conscience du peu d'efforts que nous faisons pour nous attaquer aux causes et aux effets de cette crise, bien qu'elle soit en train de s'abattre sur nous depuis un quart de siècle.

Les histoires de Magdalena Mansilla et Josepah Abellar, d'Iha et ses filles, de Li Zhuang, de Fred Kabambe, de Lomaada Nakorilung et de toutes les autres personnes citées dans ce rapport sont très éloquentes. Les populations sont déterminées à survivre aux impacts du changement climatique. À travers elles, nous commençons à comprendre que le changement climatique est un fardeau supplémentaire, une menace de plus à leur capacité à faire face à la pauvreté. Il interagit avec les problèmes existants et les empire.

La certitude scientifique des ravages

Mukelabai, 25 ans, reste éberluée face aux restes de sa maison. « Nous avons mis tous les enfants dans la barque et avons ramé sur environ 25 km. Nous n'avons pas pu sauver nos récoltes, alors nous n'avons pas de nourriture. Nous ne mangeons rien. »

Mukelabai Liywalii, dont la famille a dû abandonner sa maison devant les inondations, Zambie, avril 2009

Les scientifiques relèvent des preuves de plus en plus frappantes des mutations et des bouleversements des systèmes naturels dus au changement climatique imputable à l'augmentation des émissions de carbone. Dans les pays pauvres des régions tropicales et subtropicales en particulier, presque toutes les observations et prédictions en matière de santé, de sécurité alimentaire, de pénurie d'eau, de catastrophes naturelles, de famine, de sécheresse et de conflit empirent à un rythme alarmant.

La plupart des scientifiques considèrent aujourd'hui peu probable une limitation du réchauffement climatique moyen à 2 °C, non pas par manque de moyens techniques ou sociaux, mais parce qu'ils ne croient pas en la volonté réelle des représentants politiques de s'accorder sur les réductions nécessaires en termes d'émissions de carbone. En effet, jusqu'à présent, les interventions des représentants politiques dans les négociations internationales ont été navrantes, mais cette tendance peut être renversée par une pression concertée du public, du secteur privé et de la société civile.

La barre des deux degrés constitue un « objectif » sur lequel plus de 100 gouvernements basent leurs stratégies, car il est jugé « économiquement acceptable » par les pays riches. Mais un tel réchauffement, fut-il limité à 2 °C, promet un avenir de désolation pour 660 millions de personnes.

Lord Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, affirme que « la probabilité d'une issue catastrophique est grande » et que « la vraisemblance d'un réchauffement global au XXI^e siècle pouvant même dépasser le seuil des 2,4 °C est dangereusement élevée ». Selon Hans Joachim Schellnhuber, conseiller de la Chancelière allemande sur les questions climatiques, les nouvelles observations laissent présager un réchauffement « probable » pouvant atteindre 5 °C d'ici 2100 en cas de scénario « sur la lancée actuelle ». Selon un tel scénario, M. Schellnhuber prévoit que la population mondiale chuterait à tout juste un milliard de personnes.

Le monde scientifique *est* maintenant certain du caractère néfaste du changement climatique. Le seul doute réel concerne l'ampleur du changement climatique et des souffrances humaines que nous sommes prêts à tolérer et à supporter.

Famines, catastrophes naturelles, maladies : la nouvelle norme

« Avant, il y avait trois bons épisodes pluvieux.

Maintenant, nous en avons à peine deux. Il n'y a plus de saison des pluies, juste la saison des ouragans. Dès que les gens voient des nuages se former, ils rassemblent leurs affaires et partent vers la montagne. »

Gary Novamn, agriculteur, Les Gonaïves, Haïti, avril 2009

Si rien n'est fait, la plupart des progrès réalisés ces 50 dernières années dans les pays les plus vulnérables du monde en matière de développement et de lutte contre la pauvreté seront irrévocablement perdus dans un avenir proche.

À court terme, l'impact le plus ravageur du changement climatique sur l'humanité sera vraisemblablement la multiplication des **famines**. Certaines des cultures de base telles que le maïs et le riz sont très sensibles aux augmentations de température et aux extrêmes saisonniers imprévisibles. La quasi-totalité des pays éprouvant déjà des difficultés à nourrir leur population seront les plus vulnérables au changement climatique.

Les répercussions sur la **santé** sont aussi diverses qu'effrayantes. Le changement climatique s'accompagne de maladies tropicales transmises par l'eau et les insectes, infectant pour la première fois des centaines de millions de personnes ignorant tout de ces maladies. Avec des températures plus élevées, les populations ne pourront plus travailler aussi longtemps en raison du stress thermique, à moins de le faire au détriment de leur santé.

La fréquence des **catastrophes** liées au climat a augmenté de manière spectaculaire. En prolongeant la courbe du graphique retraçant ces types d'événements entre 1975 et 2008, on constate le nombre de catastrophes naturelles sera au minimum multiplié par trois en 2030 par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui.

Les réserves d'**eau** sont tellement mises à mal que plusieurs grandes villes dépendant des glaciers de l'Himalaya et des Andes seront confrontées à de graves pénuries d'ici quelques dizaines d'années.

Les **migrations** climatiques sont déjà une réalité, détruisant les moyens de subsistance, les communautés et les cultures et laissant les femmes livrées à elles-mêmes pour assurer les travaux agricoles et l'éducation des enfants. Les gouvernements s'inquiètent de l'éclatement possible de nouveaux conflits internationaux en raison du changement climatique, la raréfaction des ressources vitales en eau générant une rivalité âpre pour leur contrôle.

Un investissement modeste pour cesser de nuire et commencer à aider

« Le changement climatique est un multiplicateur de menaces et l'un des principaux freins au développement : 53 % des catastrophes survenant en Afrique sont liées au climat et un tiers des habitants du continent africain vit dans des zones sujettes à la sécheresse. D'ici 2020, les rendements agricoles liés à l'eau pourraient chuter de 50 % en Afrique. »

Dr Balgis Osman Elasha, Higher Council for Environment and Natural Resources, Soudan, Congrès scientifique de Copenhague, mars 2009.

Nous devons cesser de nuire et commencer à aider. En décembre 2009, les représentants politiques du monde entier se réuniront à Copenhague pour signer un accord destiné à enrayer le changement climatique. Cet accord doit veiller à ce que les émissions de carbone au niveau mondial n'augmentent plus à partir de 2015, puis commencent à diminuer. Les pays riches doivent s'engager à réduire d'ici 2020 leurs propres émissions d'au moins 40 % par rapport au niveau de 1990, et l'ensemble des pays doivent agir afin de réduire les émissions d'au moins 80 % à l'échelle de la planète d'ici 2050, par rapport au niveau de 1990.

Autre point tout aussi important : dès maintenant, les pays en développement auront besoin d'au moins 150 milliards de dollars par an pour faire face aux effets du changement climatique et préparer un avenir sobre en carbone.

À ce jour, la plupart des gouvernements manquent déplorablement d'action et d'ambition pour atteindre ces objectifs. Le montant requis pour aider l'ensemble des pays en développement à faire face au changement climatique représente finalement un investissement modeste : ces 150 milliards de dollars correspondent en effet à la somme déboursée pour renflouer une seule société, AIG, pendant la crise financière fin 2008.

Et il est non seulement juste moralement, mais aussi intelligent d'un point de vue économique de s'adapter au changement climatique. Plus un pays est développé, mieux il fait face et se relève d'une catastrophe environnementale. Les interventions nécessaires pour aider les populations vulnérables à faire face aux conséquences néfastes du changement climatique existent. Le monde doit investir intelligemment afin de protéger tous ses marchés et canaux d'approvisionnement, ses clients et ses fournisseurs. Il faut limiter la colère et le désespoir générés par l'inégalité et la souffrance. Il s'agit d'un investissement dans le capital humain et national, pour un développement éclairé et un avenir durable.

Aucune raison de baisser les bras

« Les riches continuent de se baigner dans leurs piscines alors que nous mourons de soif... nous n'avons pas de toilettes. Je ne peux pas laver mes enfants. Je ne peux pas cuisiner. Je ne peux pas nettoyer le sol. Et le pire, c'est que nous n'avons presque rien à boire. »

Graciela Martinez, mère de huit enfants, Mexico, avril 2009.

Les conséquences du changement climatique sur les populations vulnérables sont l'une des ironies les plus amères de notre temps. Les nations s'étant enrichies en brûlant des carburants fossiles sont pour l'immense majorité celles qui souffriront dans un premier temps le moins des conséquences du changement climatique. L'augmentation globale des températures moyennes se traduit différemment au niveau des pôles, des tropiques, des mers et des grands continents. Dans les régions tempérées, par exemple, les pays riches sont en partie épargnés grâce à leurs richesses et les conséquences du changement climatique y seront moins prononcées, voire, à moyen terme, bénéfiques. C'est au niveau des tropiques, où vit la majorité de la population mondiale et parmi elle une grande partie des communautés les plus pauvres, que le changement climatique frappe le plus durement.

Le changement climatique touche pour le moment très peu le citoyen moyen des pays les plus riches. Une récente enquête menée aux États-Unis le place à la vingtième position des préoccupations des gens. Oxfam considère que le changement climatique devrait figurer en tête de toutes les priorités, car nous pouvons y faire quelque chose. Le consensus scientifique, s'il a parfois été flou et indécis, devient de plus en plus net : il est presque trop tard, mais pas encore tout à fait. Au tour maintenant de nos dirigeants politiques de se mobiliser.

Le message d'Oxfam est le suivant : ne baissez pas les bras. Dites aux leaders internationaux que vous voulez un avenir sûr et équitable. Les pays riches doivent réduire leurs émissions maintenant et donner aux pays en développement les moyens de préparer un avenir sobre en carbone et de faire face aux conséquences néfastes du changement climatique. Le véritable coût du changement climatique ne se mesurera pas en dollars, mais en vies et en potentiel humain. Et l'on en paie d'ores et déjà le prix.

Cyclone Aila

Alors que ce rapport était en cours de préparation, fin mai 2009, le cyclone Aila s'est abattu sur le Bangladesh et l'est de l'Inde. La presse a fait état de nombreux morts (plus de 200, dont beaucoup d'enfants), de 750 000 sans-abri, de glissements de terrain, d'inondations, de pollution de l'eau, de menaces sanitaires et de la dévastation des cultures et des moyens de subsistance. Au total, le cyclone a « affecté » 3,6 millions de personnes. Le district de Satkhira au Bangladesh a été sévèrement touché. Quelques semaines avant le passage d'Aila, Oxfam tenait la première de ses auditions internationales sur le climat dans des villages de ce district. Plus de 12 000 personnes ont partagé leur expérience personnelle du changement climatique, nombre d'entre elles témoignant d'une montée du niveau de la mer, d'une amplitude accrue de la marée et de l'incursion régulière d'eau salée sur les terres agricoles. Le passage d'Aila a coïncidé avec une marée inhabituellement haute et les eaux ont entraîné la rupture de plusieurs digues.

Lors de l'une des auditions organisées avant Aila, Baburam Mondal a rapporté la dévastation de ses plantations de manguiers et de cocotiers par l'incursion d'eau de mer. Ashoke Kumar Mondal a expliqué comment il a perdu son bétail et ses volailles en raison des conditions météorologiques extrêmes. Mahmuda Parvin ne parvient plus à produire de légumes depuis deux saisons. Après le passage du cyclone Aila, le personnel d'Oxfam à Satkhira a retrouvé Baburam fouillant dans la boue à la recherche de ses affaires, emportées avec sa maison. La maison de Mahmuda Parvin a connu le même sort. Nous avons retrouvé Mahmuda vivant le long d'une route, cherchant de l'eau et de la nourriture.

Source : Oxfam International au Bangladesh

© Oxfam International juillet 2009

Ce document d'information a été rédigé par Alex Renton, avec le soutien de Matt Grainger, Anna Mitchell, Frida Eklund, Rob Bailey, Steve Jennings et John Magrath. Oxfam remercie l'EPA (European Photo Agency) pour avoir gracieusement prêté les photos de ce rapport. Il fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche, à condition d'en mentionner la source de manière intégrale. Le détenteur des droits d'auteurs demande que toute utilisation de ce type lui soit déclarée, à des fins d'évaluation d'impact. Pour la reproduction, en toute autre circonstance, ou la réutilisation dans d'autres publications, ou pour une traduction ou une adaptation, une autorisation de l'auteur est requise. Des frais peuvent être exigés. E-mail : publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à :

advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



Oxfam International www.oxfam.org

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France - Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Québec.

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une possible affiliation complète :

Fundación Rostros y Voces (México) (www.rostrosyvoces.org)

Oxfam India (www.oxfamindia.org)

Oxfam Japan (www.oxfam.jp)

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)

(<http://www.ucodep.org>)

Pour de plus amples renseignements, veuillez téléphoner ou écrire à l'une des agences ou rendez-vous sur le site Web www.oxfam.org

E-mail : advocacy@oxfaminternational.org